



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU TARN

DIRECTION DE LA COORDINATION,
DES MOYENS ET DE LA LOGISTIQUE

Bureau de l'environnement et des affaires foncières

Affaire suivie par M. Jacques PEISERT

Tél.: 05 63 45 61 83

**Arrêté du 21 novembre 2014 modifiant l'arrêté du 27 juin 2012 portant création
de la commission de suivi de site de la société EPC France sur le territoire
de la commune de Montdragon**

Le préfet du Tarn,
Chevalier de la Légion d'honneur,

- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 110-1, L. 125-2-1, L. 511-1, L. 515-26 et R. 125-5 à 125-8-5 ;
- Vu le décret du Président de la République du 31 juillet 2014 portant nomination de Monsieur Thierry GENTILHOMME en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2014, paru le 1^{er} septembre 2014 au recueil des actes administratifs de la préfecture, portant délégation de signature à M. Hervé TOURMENTE, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu les arrêtés préfectoraux des 27 novembre 1990, 4 décembre 1996 et 6 avril 2006 autorisant la société Nitrobickford à exploiter un dépôt d'explosifs sur la commune de Montdragon ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 17 février 2012 autorisant la société EPC France à succéder à la société Nitrobickford pour l'exploitation du dépôt d'explosifs de Montdragon ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 27 juin 2012 portant création de la commission de suivi de site de la société EPC France sur le territoire de la commune de Montdragon ;
- Vu la délibération du conseil municipal de Graulhet en date du 26 juin 2014 ;
- Vu la délibération du conseil municipal de Labessière-Candeil en date du 28 mars 2014 ;
- Vu la délibération du conseil municipal de Montdragon en date du 3 avril 2014 ;
- Vu la délibération du conseil municipal de Saint-Julien-du-Puy en date du 28 mars 2014 ;
- Vu la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes du Lautrécois - Pays d'Agout en date du 14 octobre 2014 ;
- Vu la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes Tarn et Dadou en date du 14 mai 2014 ;

Vu le courriel de la société EPC France du 9 octobre 2014 ;

Vu le courriel de la société Occitanis du 9 octobre 2014 ;

Considérant qu'il convient d'actualiser la composition de la commission de suivi de site de la société EPC France sur le territoire de la commune de Montdragon, en raison du renouvellement des conseils municipaux et des conseils communautaires et de l'évolution des personnels dirigeants des entreprises EPC France et OCCITANIS ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête

Article 1^{er}. – Actualisation de la composition de la commission

L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2012 portant création de la commission de suivi de site de la société EPC France sur le territoire de la commune de Montdragon, qui fixe la composition de cette commission, est modifié comme suit, en ce qui concerne le collège des représentants des collectivités territoriales, le collège des représentants de l'exploitant et le collège des représentants des riverains.

Collège « collectivités territoriales »

Communes

- M. John DODDS, conseiller municipal de Graulhet ;
- M. Philippe GALINIER, adjoint au maire de Labessière-Candeil ;
- M. Gilbert VERNHES, maire de Montdragon ;
- M. Serge FAGUET, maire de Saint-Julien-du-Puy.

Conseil général du Tarn

- M. Claude BOUSQUET, conseiller général du canton de Graulhet.

Etablissements publics de coopération intercommunale

- M. François GODEFROY, délégué de la communauté de communes du Lautrécois - Pays d'Agout ;
- M. Francis MONTSARRAT, délégué de la communauté de communes Tarn-Dadou.

Collège « exploitant »

- M. Claude ROTH, directeur Qualité Sécurité Environnement – EPC France ;
- M. Armand BIZARD, direction Qualité Sécurité Environnement – EPC France ;

- M. Jean-Louis MONTSARRAT, chef de dépôt de Montdragon – EPC France ;
- M. Hervé ARNOUX, directeur régional du secteur Centre Sud-Ouest – EPC France.

Collège « riverains »

- M. Bernard BIRBES, de l'Union Protection Nature Environnement Tarn ;
- M. André ASSIE, demeurant à Montdou – 81440 Montdragon, riverain de l'installation classée ;
- M. Christophe CAUCHI, directeur général de la société OCCITANIS ;
- M. Etienne CAYREL, technicien d'exploitation, syndicat mixte départemental TRIFYL.

Le reste sans changement.

Article 2. - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, les maires de Graulhet, Labessière-Candeil, Montdragon et Saint-Julien-du-Puy et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché, pendant au moins un mois, dans les mairies des communes précitées, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié aux membres de la commission.

Fait à Albi, le 21 NOV. 2014

Pour le préfet, et par délégation,
Le secrétaire général,

Hervé TOURMENTE

Délais et voies de recours – *Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.*